

N° 4992¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI**modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant
les sociétés commerciales**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES METIERS

(18.3.2004)

Par sa lettre du 11 septembre 2003, Monsieur le Ministre de la Justice a bien voulu demander l'avis de la Chambre des Métiers au sujet du projet de loi repris sous rubrique.

1. Observations générales

Le projet de loi sous avis vise au premier chef à rendre la réglementation des fusions, scissions et autres opérations assimilées applicables à toutes les sociétés dotées de la personnalité juridique en vertu de la loi modifiée du 10 août 1915.

Accessoirement, le projet ouvre la voie aux opérations précitées lorsqu'un ou plusieurs des groupements qui sont absorbés ou qui disparaissent font l'objet d'une procédure de faillite, de concordat ou d'une autre procédure analogue tels que le sursis de paiement, la gestion contrôlée.

Un second volet consiste à introduire en droit luxembourgeois la technique des apports ou cessions d'universalités ou partiels d'actifs parmi lesquels se rangent les transferts de branches d'activités, permettant aux entreprises, par le recours à titre procédural à la technique de la scission, de procéder à un transfert de patrimoine avec effet de transmission universelle en un seul acte.

Le projet de loi prévoit également l'abandon du principe de la commercialité par la forme pour permettre à des sociétés civiles d'adopter la forme d'une société commerciale sans pour autant porter atteinte à la possibilité qu'ont les sociétés civiles de conserver leur forme et nature exclusivement civile tout en bénéficiant des techniques de restructuration organisées par la loi du 10 août concernant les sociétés commerciales.

Le projet de loi a donc pour ambition l'ouverture maximale des opérations de restructurations à l'ensemble des entreprises économiques, quel que soit l'objet social poursuivi (civil ou commercial) ou la forme adoptée (forme civile ou commerciale ou encore groupement d'intérêt économique).

La Chambre des Métiers considère qu'il peut être positif d'étendre la réglementation de la fusion et de la scission, actuellement limitée aux sociétés anonymes, à plusieurs autres types de sociétés, et ce plus particulièrement aux sociétés à responsabilité limitée et aux sociétés en nom collectif.

Est-il en revanche opportun voire nécessaire de l'étendre à l'ensemble des entreprises économiques? La motivation dans l'exposé des motifs est pour le moins sommaire et se limite avant tout à faire référence à la législation d'autres pays, et notamment à la législation belge.

Il échet de relever dans cet ordre d'idées que même si la législation actuelle régit la fusion des seules sociétés anonymes, elle ne l'interdit ni expressément, ni implicitement pour les autres types de personnes morales. Par conséquent, il est possible que les statuts d'une société autre qu'anonyme prévoient la possibilité d'une fusion ultérieure. La jurisprudence admet d'ailleurs expressément que même des sociétés civiles peuvent fusionner.

A l'argumentation sommaire s'ajoute l'absence d'une analyse des conséquences de l'abandon du principe de la commercialité par la forme, sacrifié sur l'autel de ce que les auteurs du projet de loi appellent une „perspective résolument transversale“.

La Chambre des Métiers s'oppose en tout cas formellement à l'abandon de ce principe qui, s'il devenait réalité, est susceptible d'avoir des conséquences négatives pour les entreprises en général, et pour les entreprises artisanales en particulier. Pour cette raison, elle va se focaliser dans son avis sur ce volet du projet de loi.

2. Abandon du principe de la commercialité par la forme

Dans sa version actuelle, l'article 3 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales est rédigé comme suit:

„Art. 3.– Les sociétés dont l'objet est civil et qui se placent sous le régime des art. 1832 et suivants du Code civil, sauf les modifications apportées à ce régime par le présent appendice, constituent pareillement une individualité juridique distincte de celle des associés, et les exploits pour ou contre ces sociétés sont valablement faits au nom de la société seule.

Les règles édictées par les alinéas 3 à 6 inclusivement de l'art. 181 leur sont applicables.

Pourront toutefois les sociétés, dont l'objet est civil, se constituer dans les formes de l'une des six sociétés commerciales énumérées à l'article précédent. Mais, dans ce cas, ces sociétés, ainsi que les opérations qu'elles feront, seront commerciales et soumises aux lois et usages du commerce.

Pourront aussi les sociétés civiles, quelle que soit l'époque de leur constitution, si aucune disposition de leur contrat constitutif ne l'interdit, être transformées en sociétés à forme commerciale, par décision d'une assemblée générale spécialement convoquée à cet effet. Cette assemblée arrêtera les statuts de la société. Sa décision n'est valable que si elle obtient l'adhésion des titulaires de parts représentant les trois cinquièmes au moins des parts sociales.

Pourra enfin chacune des six sociétés énumérées à l'art. 2, quelles que soient la nature primitive de son objet et l'époque de sa constitution, si aucune disposition de son contrat constitutif ne l'interdit, être transformée en une société de l'un des cinq autres types prévus par ledit article.

Dans tous les cas visés par les alinéas 4 et 5, la transformation ne donnera pas lieu à une personnalité juridique nouvelle.

Les droits des tiers sont réservés.“

A l'exception de son avant-dernier alinéa, cet article a été introduit dans la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales par une loi du 18 septembre 1933 qui avait institué en droit luxembourgeois les sociétés à responsabilité limitée.

Le projet de loi entend modifier cet article 3 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales en remplaçant les alinéas 1, 3, 4, 5 et 6 par un nouveau texte comme suit:

„Art. 3.– La nature civile ou commerciale d'une société est déterminée par son objet. Les sociétés dont l'objet est civil et qui se placent sous le régime des art. 1832 et suivants du Code civil, sauf les modifications apportées à ce régime par le présent appendice, constituent pareillement une individualité juridique distincte de celle des associés, et les exploits pour ou contre ces sociétés sont valablement faits au nom de la société seule.

Les sociétés civiles à forme commerciale sont les sociétés dont l'objet est civil, et qui, sans perdre leur nature civile, ont adopté la forme d'une société commerciale. Elles n'ont pas la qualité de commerçant. L'immatriculation au registre de commerce et des sociétés n'emporte pas présomption de commercialité dans leur chef.

Pourra chacune des sociétés dotées de la personnalité juridique en vertu de la présente loi, quelles que soient la nature primitive de son objet et l'époque de sa constitution, si aucune disposition de son contrat constitutif ne l'interdit, être transformée en une société de l'un des autres types dotés de la personnalité juridique en vertu de la présente loi.

Pourra enfin un groupement d'intérêt économique être transformé en une société dotée de la personnalité juridique en vertu de la présente loi et inversement.

Dans tous les cas visés, la transformation ne donnera pas lieu à une personnalité juridique nouvelle.“

Dans le commentaire des articles (document parlementaire 4992, pages 20 à 22), le Gouvernement justifie cette modification par un renvoi aux dispositions légales existantes en Belgique et notamment au fait qu'„il existe en Belgique des hypothèses pratiques d'utilisation de la société civile à forme commer-

ciale démontrant sa réelle utilité“. Référence est ensuite faite aux sociétés immobilières et aux sociétés réunissant des titulaires de professions libérales (réviseurs, experts comptables, avocats et médecins).

Avant d'analyser un tel changement en profondeur dans le cadre des autres dispositions de notre droit des sociétés commerciales, la Chambre des Métiers considère qu'il n'est pas inutile de se resituer dans le contexte de l'adoption par le législateur luxembourgeois de l'article 3 de la loi sur les sociétés commerciales dans sa version initiale, correspondant à sa version actuelle.

• *La version actuelle de l'article 3*

Le législateur de 1915 avait délibérément choisi une autre voie que celle adoptée par le législateur belge. Dans leur commentaire des articles, les auteurs du projet de loi rappellent à juste titre que lors de l'adoption de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, il fut décidé dès l'origine de ne pas suivre le législateur belge sur le point de la commercialité des sociétés de par leur forme.

Dans son „Traité de Droit commercial belge“ (Tome VI, traitant notamment des sociétés commerciales aux Pays-Bas et au Luxembourg, pages 1410 à 1413), Louis Fredericq commente comme suit le choix fait par le législateur luxembourgeois de l'époque:

„Tandis qu'en Belgique, la loi du 14 juin 1927 décide qu'une société civile peut adopter la forme d'une société commerciale proprement dite sans perdre pour cela son caractère civil, la législation luxembourgeoise consacre un autre principe, emprunté à la loi française; elle proclame que „les sociétés dont l'objet est civil et qui se constituent dans la forme de l'une des six sociétés énumérées à l'art. 2 seront commerciales, ainsi que les opérations qu'elles feront, et que ces sociétés sont soumises aux lois et usages du commerce.

Ainsi, la règle de la commercialité à raison de la forme, appliquée par la loi française du 1er août 1893 aux seules sociétés par actions, se trouve au Luxembourg indifféremment étendue à toutes les sociétés, qu'elles soient de personnes ou de capitaux; l'emprunt par la société civile de n'importe laquelle des six formes de sociétés commerciales prévues par la loi entraîne ipso facto la commercialité.

On aperçoit immédiatement l'importance de la différence qui sépare la société civile à forme commerciale, personne morale belge, de la société commerciale à objet civil, commerciale à raison de sa forme, personne morale luxembourgeoise.

En sa qualité de commerçante, cette dernière subira toutes les conséquences attachées à cet état, en ce qui concerne notamment le mode de preuve, la possibilité d'une mise en faillite, la présomption commerciale des actes.“

Selon Fredericq, le législateur luxembourgeois de l'époque s'était prononcé en faveur de ce système en raison précisément des avantages pratiques qu'il présente. Il ne voulait ainsi pas que: „... les tiers puissent être induits en erreur, qu'après avoir traité sur la foi d'apparences commerciales, ils se voient notamment opposer l'incompétence des tribunaux de commerce et une fin de non-recevoir contre une demande en déclaration de faillite“.

Cette solution se justifie comme suit: „Si les parties ... peuvent choisir entre la forme civile et la forme commerciale, elles ne déterminent pas les effets de leur choix: c'est la loi et la loi seule qui en règle les conséquences. La forme l'emporte sur le fond par l'autorité de la loi. Proclamant que, par sa volonté, la société civile devient commerciale, le législateur luxembourgeois a logiquement étendu la règle du droit français à toutes les sociétés reconnues.“

Dans son „Etude critique et commentaire pratique“ de la loi du 18 septembre 1933 (intitulée „Le Régime Juridique et Fiscal des Sociétés à Responsabilité Limitée dans le Grand-Duché de Luxembourg“ 1933, p.13), Léon METZLER souligne qu'en droit luxembourgeois des sociétés, les principes applicables sont les suivants:

„La société, autre que la société civile, est nécessairement commerçante. Ce qui veut dire qu'elle est tenue d'avoir des livres de commerce, que les actes qu'elle fait, sont présumés commerciaux, qu'elle relève de la compétence du tribunal de commerce, que les modes de preuve de la loi commerciale lui sont applicables, qu'elle est passible de la faillite. La loi imprime le caractère de commercialité même aux sociétés à objet civil, lorsqu'elles sont constituées dans les formes de l'une des six sociétés commerciales. Au vœu de l'article 3 de la loi du 10 août 1915 modifiée par une série de lois subséquentes et complétée par celle du 18 septembre 1933 „ces sociétés, ainsi que les opérations qu'elles feront seront commerciales et soumises aux lois et usages du commerce“.“

Si une activité est exercée sous le couvert d'une société ayant la forme d'une société commerciale proprement dite (telle que définie par l'article 2 de la loi sur les sociétés commerciales), l'on sera ainsi en présence de la commercialité de l'activité par la forme de la société et non pas nécessairement de par l'objet de la société.

Ce principe existe également en droit français:

„Soumission de la société commerciale au statut général des commerçants: Qu'elle tire sa commercialité de son objet ou de sa forme, la société commerciale est soumise au statut général des commerçants, et donc aux mêmes droits et obligations que les commerçants personnes physiques. En particulier, elle doit tenir une comptabilité, relève de la compétence des tribunaux de commerce, peut bénéficier du droit au renouvellement du bail commercial (C. com art. L.145-1), et se trouve exposée, comme d'ailleurs toutes les personnes morales de droit privé, aux procédures de redressement et de liquidation judiciaire.“ (Lamy sociétés commerciales sous 526)“.

La Chambre des Métiers est d'avis que le système mis en place par le législateur de 1915 a incontestablement le mérite de la clarté sur le point de la distinction entre sociétés commerciales et sociétés civiles et, par conséquent, sur la question de la détermination de la compétence des tribunaux (tribunal de commerce pour les uns et tribunal civil pour les autres) respectivement l'application ou non des règles de faillite ou de gestion contrôlée.

Elle considère que la modification de l'article 3 telle que proposée par le Gouvernement ne présente non seulement aucun avantage réel par rapport à la situation existante telle que décrite ci-dessus, mais est en plus de nature à causer de graves problèmes aux entreprises en général, et aux entreprises artisanales actuellement établies sous forme d'une société commerciale, en particulier.

Les activités artisanales énumérées par le règlement grand-ducal du 19 février 1990 ayant pour objet d'établir la liste des métiers principaux et secondaires prévues à l'article 13(1) de la loi d'établissement du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et exercées par les entreprises établies en tant qu'artisan, ont un caractère civil.

Or, les entreprises artisanales exercent souvent, à côté de leur activité purement artisanale, une activité commerciale au sens du code de Commerce. Se pose alors le problème de la qualification artisan/commerçant et donc du régime juridique applicable.

Ce problème qui se pose actuellement, mais dans une moindre mesure, pour les artisans établis sous forme d'entreprise individuelle¹, se poserait alors pour l'ensemble des 4.300 entreprises artisanales affiliées à la Chambre des Métiers.

Si l'on se réfère aux dispositions du Code de Commerce, la qualification de l'artisan est, faute de définition, à faire a contrario par déduction des principes de l'article 1er (*„Sont commerçants ceux qui exercent des actes de commerce et en font leur profession habituelle“*), c'est-à-dire est à considérer comme artisan celui qui exerce un métier manuel et qui n'est pas à considérer comme un commerçant au sens du présent article.

Il existe une „jurisprudence“ au Luxembourg relative à l'interprétation de l'article 1er du code de Commerce². Malheureusement, les critères dégagés par les décisions de justice se caractérisent par une grande imprécision.

Ainsi, les juridictions appelées à se prononcer sur le statut de l'artisan en droit commercial luxembourgeois se basent tantôt sur le nombre de personnes employées, tantôt sur la part accessoire ou non de la vente de produits de la branche artisanale, tantôt sur d'autres critères encore.

Dans une affaire assez récente³, le tribunal a notamment considéré au sujet d'un coiffeur, activité inscrite au règlement grand-ducal précité de 1990 que: *„si cependant l'ampleur des actes de commerce faits par l'artisan excède le cadre d'une activité artisanale normale, l'artisan sera considéré comme étant un commerçant. La qualité d'artisan est retenue à l'égard de celui qui effectue des achats pour revendre dans des conditions compatibles avec le maintien de la qualification civile de son activité“*

¹ Les entreprises individuelles sont en diminution constante et ne représentent actuellement plus que 35% des entreprises artisanales

² voir jurisprudence sous art. 1er du code de Commerce

³ Jugement bail à loyer No 169/2000 (III chambre TA de Luxembourg)

(...)“. Se pose alors la question si l'importance de l'activité commerciale résulte du chiffre d'affaires des activités respectives et/ou du personnel employé pour chaque activité ou d'autres critères.

Il en résulte donc une insécurité juridique inacceptable tant pour les entreprises concernées que pour les tiers qui traitent avec elles, au niveau de l'applicabilité ou non des règles de la faillite, de la gestion contrôlée, de la compétence des tribunaux et d'une manière générale des règles du droit commercial.

Dans le contexte actuel du principe de la commercialité par la forme, les entreprises artisanales, peu importe de leur objet civil et/ou mixte, se situaient dans un cadre clair et précis et donc à l'abri de toute incertitude, préjudiciable pour l'exercice de leurs activités économiques.

Dans ces circonstances, la Chambre des Métiers s'oppose formellement à l'abandon du principe de la commercialité par la forme, essentiel en termes de sécurité juridique.

• L'article 3 (nouvelle version) dans le contexte de la loi sur les sociétés commerciales

L'article 3 de la loi sur les sociétés commerciales est le seul des articles de la première section de la loi „Dispositions générales“ à être modifié en vertu de ce projet de loi.

Or, de l'avis de la Chambre des Métiers, il ne s'agit pas d'une disposition isolée pouvant exister et se justifier à elle seule.

En droit luxembourgeois des sociétés commerciales, il y a en effet lieu de tenir compte également des articles 1er et 2 de la loi précitée de 1915, lesquels précisent, d'une part, que „*les sociétés commerciales sont celles qui ont pour objet des actes de commerce ... Elles se divisent en sociétés commerciales proprement dites et en associations commerciales*“ (article 1er) et d'autre part, „*qu'il y a six espèces de sociétés commerciales proprement dites, à savoir la société en nom collectif, la société en commandite simple, la société anonyme, la société en commandite par actions, la société à responsabilité limitée et la société coopérative*“ (article 2)“.

L'article 3 dans la rédaction telle que proposée par le Gouvernement dans le projet de loi crée pour le moins la confusion, s'il est replacé dans le contexte des autres articles de la loi.

La Chambre des Métiers considère qu'il y a même un risque de contradiction entre les différents articles, dans la mesure où l'article 1er alinéa 1 dispose que:

„Les sociétés commerciales sont celles qui ont pour objet des actes de commerces. ... Elles se divisent en sociétés commerciales proprement dites et en associations commerciales“, alors que l'alinéa 3 (nouveau) de l'article 3 précise que „*Les sociétés civiles à forme commerciale sont les sociétés dont l'objet est civil, et qui, sans perdre leur nature civile, ont adopté la forme d'une société commerciale. Elles n'ont pas la qualité de commerçant.*“

Ce risque de contradiction est bien réel, lorsque l'on se réfère à la situation ayant existé en Belgique, telle que décrite comme suit dans le recueil de référence en droit belge des sociétés, le „*Traité des sociétés anonymes*“ de Charles Resteau (Tome I page 77):

„L'article 2 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales range la société anonyme parmi les sociétés commerciales; d'après cette disposition, c'est une des six espèces de sociétés commerciales reconnues.

Cet article 2 ne répond plus à la réalité et le législateur devra le remanier quand l'occasion s'en présentera. La loi du 14 juin 1926 a, en effet, modifié comme suit le § 1er de l'article 187: „les sociétés dont l'objet est de nature civile, peuvent „sans perdre ce caractère, emprunter les formes de sociétés commerciales en se conformant aux dispositions du présent titre“.“

Par ailleurs, si le système légal actuel permet d'opérer la distinction du régime applicable aux sociétés sur base de leur seule forme, le nouveau système proposé par le Gouvernement ouvre, aux yeux de la Chambre des Métiers, la porte à l'interprétation et donc au risque d'insécurité juridique.

En effet, à l'heure actuelle une société anonyme est une société commerciale de par la loi, relevant des tribunaux de commerce et de la législation applicable aux commerçants. A l'avenir et dans l'hypothèse de l'adoption du projet de loi en la forme, l'on sera amené à se demander si, au vu de son objet social, la société anonyme est toujours une société à objet commercial ou, par contre, sera considérée comme une société civile à forme commerciale.

Quelle sera la solution à adopter en présence d'une société ayant un objet social mixte, c'est-à-dire exerçant certaines activités devant être considérées comme étant commerciales et d'autres comme civiles?

La Chambre des Métiers renvoie à ses observations formulées sub 1 au sujet des entreprises artisanales exerçant une activité à la fois artisanale, c'est-à-dire à caractère civil, et une activité commerciale. La même interrogation s'impose également pour d'autres activités économiques, comme par exemple pour l'acquisition et la mise en valeur d'immeubles.

Est-ce que l'une des activités primera sur l'autre ou faudra-t-il analyser la part des activités dans le résultat réalisé par la société pour faire pencher la balance dans un sens plutôt que dans l'autre?

La jurisprudence aléatoire au sujet de la distinction artisan commerçant et l'insécurité juridique qui en découlerait pour les entreprises artisanales exerçant actuellement leurs activités sous la forme d'une société à responsabilité limitée ou d'une société anonyme en cas d'abandon du principe de la commercialité par la forme amènent la Chambre des Métiers à récuser la modification proposée.

La problématique liée à l'abandon de la commercialité par la forme est également analysée par d'éminents juristes, tel que Resteau qui dans son traité précité (pages 77 à 86) se penche sur les sociétés à objet social mixte et notamment sur l'hypothèse où, dans un but de fraude, les statuts d'une société donnent à celle-ci un objet à la fois civil et commercial, alors même qu'en réalité elle n'est constituée que pour faire des actes civils.

„Il appartiendra donc au juge de rechercher, lorsqu'une société anonyme n'aura pas accompli les actes commerciaux indiqués dans ses statuts comme formant une partie de son objet, si c'est en vue d'éluder la disposition de l'article 1er de la loi que son pacte social a été rédigé; dans l'affirmative, il décidera que la société n'est pas commerciale.“

Dans une note de bas de page, l'auteur mentionne, au sujet de ce risque de fraude que *„la question ne se pose plus dans le cadre du projet de réforme où toute société ayant revêtu la forme anonyme est réputée commerciale quel que soit son objet, soit donc dans la situation en droit qui existe actuellement au Luxembourg.“*

La Chambre des Métiers ne peut que s'étonner que le projet de loi sous examen ne se prononce pas sur ces différentes questions, qui sont cependant d'une importance capitale pour les acteurs économiques.

La Chambre des Métiers croit pouvoir dire que la principale raison pour laquelle le législateur belge avait introduit la notion de „société civile à forme commerciale“ en 1926 dans sa législation était due au fait que, contrairement au droit luxembourgeois, les sociétés civiles de droit belge ne disposaient pas de la personnalité juridique.

„La première brèche à la distinction entre les sociétés civiles et commerciales a été introduite par la loi du 14 juin 1926, qui a offert aux sociétés civiles la possibilité d'emprunter, sans perdre leur caractère de société civile, la forme d'une société commerciale (art. 212, ancien, L.C.S.A).“

Cette faculté a été prévue pour permettre aux sociétés civiles d'acquérir la personnalité juridique“. (T. Tilquin et V. Simonart: Traité des sociétés, Tome I, Kluwer Editions Juridiques Belgique page 249)“.

Il suffit ainsi de se référer à l'article 3 de notre loi sur les sociétés commerciales dans sa version actuelle pour constater que les sociétés civiles disposent bien d'une individualité juridique distincte de celle des associés.

La Chambre des Métiers entend encore relever qu'en ce qui concerne l'obligation d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés, se posera encore la question de savoir si les sociétés civiles à forme commerciale seront à ranger dans la catégorie des sociétés commerciales au sens de l'article 6 de la nouvelle loi du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ou dans celle des sociétés civiles au sens de l'article 10 de la même loi ou si le législateur procédera à une modification de cette même loi pour créer une nouvelle catégorie de sociétés.

En Belgique, une telle obligation de s'immatriculer au registre de commerce ne semble pas exister pour les sociétés civiles à forme commerciale.

„Tout commerçant est tenu de s'immatriculer au registre du commerce tenu au greffe du tribunal de commerce (art. 1er, L.C., relatives au registre du commerce). Cette obligation s'applique également aux sociétés commerciales dotées de la personnalité juridique, mais non aux sociétés civiles à forme commerciale, qui n'ont pas la qualité de commerçant. Toutefois, les sociétés civiles à forme

commerciale qui ont pour objet l'exercice d'une activité artisanale sont réputées commerciales pour l'application des lois coordonnées relatives au registre du commerce (art. 3, L. du 18 mars 1965 sur le registre de l'artisanat) et doivent s'immatriculer au registre du commerce." (Traité des sociétés, op. cit, page 261)".

En fin de compte, se pose la question de l'utilité réelle au Luxembourg des sociétés civiles à forme commerciale dans les hypothèses mentionnées dans le commentaire des articles du projet de loi.

En effet, en raison du changement intervenu lors de la réforme fiscale de 2001 en ce qui concerne les droits d'enregistrement payables en cas de cession de parts de sociétés de personnes, le choix de cette forme de société pour des activités immobilières a été abandonné par bon nombre d'investisseurs au profit de sociétés commerciales de type société anonyme ou société à responsabilité limitée. L'attrait de ces sociétés, sans disparaître complètement, est certainement devenu beaucoup moindre.

Quant aux professions libérales, aussi bien la profession d'avocat que celle de médecin, elles ne peuvent, à l'heure actuelle, être exercées sous le couvert d'une société (voir article 1er de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat et loi du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire). Le projet de loi sous examen ne se prononce ainsi pas sur la question de savoir s'il est envisagé d'abandonner ce principe pour les deux professions concernées. A noter cependant qu'une proposition de texte élaborée par l'Ordre des Avocats existerait en ce qui concerne une modification du régime applicable aux avocats.

Quant aux réviseurs et experts-comptables, une telle restriction n'existe pas (voir article 3 (2) de la loi du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseur d'entreprises et article 3 de la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable), de sorte que l'activité est à l'heure actuelle déjà souvent exercée sous forme de société commerciale de type société anonyme ou société à responsabilité limitée.

Le projet reste encore muet sur l'avantage réel que ces professionnels auraient à abandonner la forme de la société commerciale, qui, en matière du moins de faillite, bénéficie d'un cadre légal précis et déterminé, en faveur d'une société de type civil, qui est elle soumise au régime „largement inorganisé de la déconfiture civile" (dixit projet de loi, commentaire des articles page 21).

3. Observations finales

La Chambre des Métiers considère que le changement envisagé, présenté sous une forme anodine dans le cadre général d'un projet devant modifier le régime légal applicable en matière de fusions et de scissions, est dès lors plus important, méritant un débat et une analyse plus approfondis qui tiennent par ailleurs compte des problèmes exposés ci-dessus au sujet des entreprises artisanales.

Un tel changement devrait aussi être placé dans le contexte général de la loi sur les sociétés commerciales et notamment dans la section relative aux „Dispositions générales", afin d'éviter le risque de contradiction auquel il a été fait référence ci-dessus.

La Chambre des Métiers, après consultation de ses ressortissants, s'oppose formellement au projet de loi sous avis dans sa teneur actuelle.

Luxembourg, le 18 mars 2004

Pour la Chambre des Métiers,

Le Directeur,
Paul ENSCH

Le Président,
Paul RECKINGER

